

LE PARTI DU POUVOIR

PAR GUY KONOPNICKI

Un an après avoir laminé électoralement les vieux partis, la formation présidentielle majoritaire à l'Assemblée nationale affiche une identité singulièrement ectoplasmique. Au long de la crise provoquée par les démissions de deux ministres d'Etat, Nicolas Hulot et Gérard Collomb, le parti du pouvoir semblait s'être évanoui. On voyait bien quelques perroquets répéter ce que l'on appelle des éléments de langage dans les médias, d'où l'on pouvait déduire que les ministres n'ont qu'une importance relative, ce que nous avons déjà cru comprendre. Pour la première fois depuis la fondation de la V^e République, le parti au pouvoir n'existe que par son fondateur et maître, Emmanuel Macron. Il n'y a même pas de « barons », comparables à ces gaullistes historiques, certes totalement dévoués au Général, mais avec une légitimité acquise dans les combats de la France libre. On se gaussait, bien sûr, de ce parti poussé comme un champignon en 1958, l'UNR, mélange de vieux routiers de la politique, de godillots marchant au pas et de véritables héros, parfois hauts en couleur.

Mais le gaullisme avait déjà une histoire avant de se constituer en parti de gouvernement à la faveur de la victoire électorale de 1958. Emmanuel Macron a seulement joué de la décomposition des anciens partis politiques pour constituer une formation, en partant du principe qu'il suffit de mouvoir ses jambes pour être en marche. Il a ensuite associé le mot « République » à la marche, tout en distribuant des postes clés à des politiciens assez avisés pour prendre le train en marche, quand ce n'était pas à l'arrivée.

Deux ministres forts d'une légitimité personnelle se sont sentis de trop sur la photo, sans que le parti présidentiel s'en émeuve. Il y eut bien un peu de chahut dans le groupe parlementaire lors du jeu de chaises musicales provoqué par l'entrée du président de l'Assemblée nationale au gouvernement. On remplaça Rugby par Ferrand au perchoir et Ferrand par Legendre à la présidence du groupe, sans plus de considération pour celles qui avaient suggéré de féminiser au moins une des deux fonctions. Mais il fallait deux hommes de confiance d'Emmanuel Macron, ce qui revient à faire

nommer le président de l'Assemblée nationale et le chef de la majorité parlementaire par le président de la République.

Tous les présidents de la V^e République ont cherché à étendre leur pouvoir, mais ils devaient tenir compte des partis de leur majorité. Emmanuel Macron compose, décompose et recompose son propre parti. On pouvait être socialiste avant et après François Mitterrand, gaulliste après de Gaulle, Pompidou et Chirac, et libéral avec ou sans Giscard d'Estaing.

L'identité du machin étiqueté LREM tient exclusivement à Emmanuel Macron. Le débat d'idées de ce parti se mène au rythme des votes parlementaires, à marche forcée. On saute d'une réforme à l'autre, on oublie l'engagement écologique

de la veille pour adopter une loi alimentaire supportable pour l'agriculture intensive, et pour afficher la suppression d'un impôt, on raye d'un trait de plume le dernier reste de souveraineté des communes. A toute vitesse, sans débat politique. Le président sort de son chapeau les nouveaux ralliés, ceux qui lui doivent leur siège de député n'ont pas voix au chapitre. Pourquoi débattre, pourquoi jouer la démocratie alors même que les anciens partis se révèlent incapables de se relever ? Seules les investitures municipales donnent à LREM un semblant de vie politique. On se bat déjà pour la Mairie de Paris, les candidatures se multiplient, sans la moindre ébauche de projet. Le président conduit tout, décide de tout, il est même, de fait, chef de sa liste aux élections européennes. La destruction de la vie politique se poursuit. Les gauches divisées, la droite empêtrée dans ses contradictions, le président Macron aura beau être plus bas dans les son-

dages, tout est fait pour ramener la vie politique au second tour de la présidentielle 2017. La disparition des anciens partis n'a pas régénéré la vie politique, au contraire ! Le monarque remplace ses intendants et ses surintendants, la communication tient lieu de politique. Emmanuel Macron organise le vide démocratique, pour avoir en face de lui un épouvantail ou à la rigueur un tribun, mais aucune force porteuse d'alternance. On parlera, de part et d'autre, d'identité de la France, tandis que disparaît la diversité politique qui la façonnait, depuis deux siècles. ■

